

IDÉE REÇUE

# L'inflation revient, c'est grave docteur ?

Honnie des libéraux, elle est très souvent présentée comme une sorte de maladie honteuse. Mais le plus grave, c'est finalement quand les salaires ne suivent pas la hausse des prix. Explications.

**D**u jamais vu depuis plus de vingt ans ! Dans la zone euro, l'indice des prix à la consommation a progressé de 4,9 % ces douze derniers mois, selon Eurostat. Depuis que les critères de convergence du traité de Maastricht encadrent strictement l'inflation parmi les États membres, ces derniers cherchent pourtant à la maîtriser. L'inflation, c'est quoi exactement ? En fait, c'est une hausse globale des prix. Avec la flambée des prix de l'énergie qui, selon l'Insee, s'est renchérie en moyenne de 20 % sur un an, l'inflation, en France, est passée à + 2,8 % entre novembre 2020 et novembre 2021. Chaque euro permet d'acheter moins de produits et de services, il y a donc érosion de la valeur de la monnaie. La hausse moyenne des prix se calcule en pondérant la part des produits en fonction de leur poids dans le budget des ménages, comme l'électricité et les énergies. Le taux d'inflation annuel est obtenu en comparant le prix total d'un « panier » au cours d'un mois donné à celui relevé pour le même mois de l'année précédente. La hausse des prix explique, pour partie, la poussée actuelle des revendications salariales car le pouvoir d'achat ne suit pas. Face à cela, patronat et gouvernement freinent les reva-

lorisations salariales qui, selon eux, risqueraient d'alimenter une boucle prix-salaire où la hausse de l'un alimente celle de l'autre.

## LOGIQUE MAIS PAS AUTOMATIQUE

Le président du Medef, Geoffroy Roux de Bézieux, s'oppose ainsi à des hausses de salaire généralisées, qui ne seraient pas « soutenables pour l'ensemble de l'économie ». Bien évidemment, les salaires – mais pas seulement – entrent dans la composi-

tion des prix des biens et des services qui varient à la hausse ou à la baisse dans le cadre d'une économie de marché. Il est donc logique que les prix augmentent pour financer les hausses de salaire. Logique mais pas automatique si l'on regarde les dernières décennies durant lesquelles le pouvoir d'achat des salaires a stagné, voire diminué pour certains ménages, tandis que les prix ont augmenté. « Il y a donc urgence à augmenter les salaires, qui ne sont pas l'ennemi de l'emploi ; ça ouvre des débouchés pour les entreprises. Si le gouvernement craint l'inflation, il devrait commencer par expliquer celle des aides publiques sans contreparties et celle des dividendes ; la question de l'inflation est une affaire de politique économique et de rapports sociaux de classe ! », soutiennent pour leur part les économistes de la CGT. Car on l'oublie souvent, mais la consommation des ménages est un puissant levier de reprise économique. Ce qui est grave, donc, c'est l'austérité salariale combinée à une forte augmentation des prix des biens et services les plus indispensables. Elle freine la reprise et contribue à accentuer le déséquilibre entre capital et travail.

## QUELLE MESURE ?

L'indice des prix à la consommation (IPC) qui mesure l'inflation, n'est pas un indicateur du coût de la vie, comme le reconnaît lui-même l'Insee. En témoigne la faible prise en compte du logement dans son calcul, la non prise en compte de la qualité des biens (des produits disparaissent et nous sommes contraints d'en acheter des plus chers, comme les smartphones), du tabac, ou encore la décohabitation, soit le phénomène de séparation des couples qui induit des dépenses supplémentaires. Pour la CGT, un indicateur du coût de la vie devrait prendre en compte ces paramètres.

■ FRÉDÉRIC DAYAN